

# LA GAZETTE

Hebdomadaire économique et régional **Nord - Pas de Calais**

Officiellement désigné pour la publication des Annonces légales et judiciaires  
des départements du Nord et du Pas-de-Calais. CPPAP n° 0524 | 92530 ISSN 1165-0796

**COMMUNIQUER**

dans LA GAZETTE c'est  
la **GARANTIE D'ÊTRE VU** par  
la plus **FORTE** audience de  
**cadres et dirigeants** d'entreprises  
de la région.

**CONTACT**

Caroline DENGLOS  
06 17 87 32 19

**LA GAZETTE**  
Nord - Pas de Calais

**FILIÈRE FORÊT-BOIS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE**

## Les nouveaux enjeux de la gestion forestière



**ACTUALITÉS**

**Annick Girardin, ministre de la  
Mer, à Boulogne-sur-Mer**

p. 8





8

10



SARL au capital de 160000 euros

**Fondateur :** Jean DOURIEZ

**Directeur de Publication :** Xavier MEPLON

**Directrice Marketing :** Stéphanie MEPLON  
stephanie.meplon@gazettenpdc.fr

**Directrice Publicité commerciale, Partenariats & Relations Extérieures :** Caroline DENGLOS  
caroline.denglos@gazettenpdc.fr - Tél : 06 17 87 32 19

**Directeur commercial Annonces légales :** Laurent MONTOIS  
l.montois@gazettesolutions.fr - Tél : 06 22 60 75 80

**LILLE** 7 rue Jacquemars Giélee - BP 80139 - 59017 LILLE CEDEX  
Standard : 03 28 38 45 45 - Fax : 03 28 38 45 40  
www.gazettenpdc.fr

**Rédaction:** [redaction@gazettenpdc.fr](mailto:redaction@gazettenpdc.fr)

Rédacteur en chef : Patrick BEAUMONT  
patrick.beaumont@gazettenpdc.fr

Chef d'édition : Amandine PINOT  
amandine.pinot@gazettenpdc.fr

Rédactrice : Camille MICHALSKI  
camille.michalski@gazettenpdc.fr

## À LA UNE

3

### FILIÈRE FORÊT-BOIS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Et si les forêts étaient au cœur du monde de demain ?

## ACTUALITÉS

8

### ANNICK GIRARDIN, MINISTRE DE LA MER, A VISITÉ CAPÉCURE

La ministre de la Mer à Boulogne-sur-Mer

## ENTREPRISES

10

### NÉGOCIANT EN BOIS

Un tournant écologique pour les 100 ans de Descamps

## ÉCONOMIE

12

### DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA MANCHE

## TOURISME

14

### OPÉRATION «RÊVES DE VISITES» PAR ENTREPRISE ET DÉCOUVERTE

Le «tourisme de savoir-faire», la bonne idée estivale

Community manager : Manon VANHUYSE  
manon.vanhuyse@gazettenpdc.fr

#### Abonnements :

abonnement@gazettenpdc.fr

Tél : 03 28 38 45 10 - Fax : 03 28 38 45 40

Annonces Légales : al@gazettenpdc.fr

Annonces légales en ligne : [www.al.gazettenpdc.fr](http://www.al.gazettenpdc.fr)

Tél : 03 28 38 45 45 - Fax : 03 28 38 45 40

#### IMPRIMERIE : DB PRINT

53, rue de la Lys - BP 90068 - 59431 Halluin CEDEX (fr)

Chrzanowska 32, 05-825 Grodzisk Mazowiecki (pl)

Associé : SARL Financière Douriez-Bataille

Tirage moyen édition Pas de Calais : 6 200 exemplaires

Dépôt légal : à parution - CPPAP n° 0524 | 92530 ISSN 1165-0796

Abonnement d'un an : 45€ par édition

Cette édition de la Gazette Nord - Pas-de-Calais est composée d'un cahier Juridique et Economique. Ce numéro ne comporte aucun document en asile.

# ET SI LES FORÊTS ÉTAIENT AU CŒUR DU MONDE DE DEMAIN ?

C'est aujourd'hui que l'on construit l'avenir dont l'un des enjeux est la lutte contre le réchauffement climatique. Un enjeu qui englobe de nombreux défis et parmi eux, la forêt et le bois. Dans les Hauts-de-France, l'association interprofessionnelle régionale Fibois préconise la redynamisation de la filière et l'utilisation des circuits courts pour s'inscrire totalement dans la troisième révolution industrielle en mettant les bois et forêts au cœur de la stratégie.

Virginie **KUBATKO**

La forêt représente une source de bien-être et constitue le poumon de la planète. Une image inscrite dans l'inconscient collectif se traduisant par le respect des arbres et de l'écosystème environnant. La forêt est paisible, inspirante et même magique. Oui, mais elle est aussi stratégique, intégrant le pan sociétal, environnemental et économique. C'est ce qu'on appelle le modèle de multifonctionnalité de la forêt. La vision moins romantique du bûcheron et des entreprises qui exploitent le bois est intégrée dans une filière qui préserve la forêt dans une dynamique de gestion, de recherche et de développement, en pleine transformation.

En France, trois entités régissent la filière bois-forêt : France bois qui est du côté de la gestion (culture, plantation, préservation...),

France bois industrie entreprises (FBIE) qui s'occupe de l'industrialisation du bois, et Fibois, l'association qui fédère tous les acteurs de la filière.

Cette dernière est très active en région, notamment dans les Hauts-de-France, une des régions les moins forestières de France mais dont le bois est l'un des plus industrialisés. «*Nous ne sommes pas des massacreurs de forêts*, rappelle Olivier Fossé, président de Fibois Hauts-de-France. *À chaque arbre coupé, un arbre est replanté, et nous ne déforestons pas. Nous ne saccageons pas non plus les forêts car nous les exploitons de façon responsable, et ceux qui le font sont des professionnels.*» Cette mise au point est essentielle car cette préservation est vitale pour la transition écologique.

## QUID DE FIBOIS HAUTS-DE-FRANCE ?

Fibois Hauts-de-France, dont le siège se situe à Amiens, est l'association interprofessionnelle et le pôle d'excellence régional de la filière forêt-bois en Hauts-de-France. C'est un lieu de rencontre, d'échange et de concertation : l'association fédère et représente tous les acteurs de la filière (du propriétaire forestier au constructeur bois, en passant par les scieurs, charpentiers...), toutes celles et ceux qui contribuent à faire pousser du bois, à le récolter, à le transporter, à le transformer et à le mettre en œuvre. Fibois anime également Bois&Vous, un réseau d'acteurs dont le but est de mettre en relation les différents maillons de la filière forêt-bois.



### LA GESTION FORESTIÈRE : NOUVEAUX ENJEUX ?

Dans un rapport de juin 2017 de l'IGN (Institut national de l'information géographique et forestière), une étude a simulé les effets de trois scénarios contrastés de gestion forestière. Au travers des résultats de cette étude, «il apparaît que le rôle de la filière forêt-bois française dans l'atténuation du changement climatique devrait s'accroître d'ici 2050», précise-t-elle. Elle confirme également le rôle central de la filière forêt-bois française dans l'atténuation du changement climatique : «Au stockage de carbone dans la biomasse forestière, s'ajoutent les bénéfices importants à attendre d'une accélération des usages du bois en tant que source d'énergie et surtout en tant que matériau. Ce second facteur, qu'une gestion forestière active et une politique volontariste de plantations pourraient favoriser, jouerait

en outre un rôle d'autant plus crucial que les conditions climatiques auraient tendance à se dégrader ou que la forêt subirait des crises biotiques ou abiotiques de grande ampleur». C'est toute la réflexion régionale mais aussi nationale : le Gouvernement étudie actuellement ces questions afin de les intégrer dans son plan de relance actuel. L'association Fibois, impliquée dans cette problématique environnementale, a notamment émis des propositions de contribution de la filière forêt-bois des Hauts-de-France au rapport parlementaire, dont la députée Anne-Laure Cattelot est chargée. Au cœur de sa stratégie ? Le local et les circuits courts. «L'objectif est de créer un cercle vertueux avec plus de transformations en région. Nous avons une richesse forestière française avec des essences spécifiques dans chaque région ainsi que de nombreuses entreprises et professionnels. Pourquoi transformer en Chine quand nous pouvons le faire davan-



| Une forêt de peupliers, très présents dans la région.

© Etisa Locci





© Claire

«Nous ne sommes pas des massacreurs de forêts, rappelle Olivier Fossé, président de Fibois Hauts-de-France. À chaque arbre coupé, un arbre est replanté, et nous ne déforestons pas.»

tage dans nos territoires ? L'idée n'est pas de créer de grosses industries mais de gérer les forêts tout en préservant le tissu rural et en créant une filière dynamique grâce aux circuits courts», clame Olivier Fossé. Pour cela, Fibois Hauts-de-France appelle le Gouvernement à mettre en place une politique

proactive dans ce sens. «Depuis plus de dix ans, la filière partage avec le Conseil régional l'ambition de développer l'utilisation des bois issus de nos forêts, en particulier dans la construction, la rénovation et les aménagements extérieurs. Pour que la transformation en région de ces bois locaux puisse se développer, face aux puissants lobbies des autres matériaux, des mesures cruciales sont nécessaires», évoque-t-il. Actuellement, Fibois Hauts-de-France et la Région ambitionnent de replanter un million d'arbres.

## LA FILIÈRE BOIS-FORÊT EN HAUTS-DE-FRANCE EN CHIFFRES

- **92%** de feuillus (chêne, hêtre, frêne, peuplier...).
- **8 800** entreprises.
- **42 000** emplois.
- **11<sup>e</sup>** région (sur 13) en surface forestière.
- **5<sup>e</sup>** région dans l'industrialisation du bois dans la construction.

### LE PEUPLIER, SOURCE RÉGIONALE

Du côté des essences, la région Hauts-de-France se distingue par une forêt composée à 92% de feuillus (chêne, hêtre, frêne, peuplier...). L'intérêt pour le peuplier, à la réputation grandissante pour ses propriétés mécaniques et esthétiques, est de plus en plus grand de la part des industriels comme des constructeurs. La région se situe dans le deuxième bassin populier européen ; elle a donc développé une expertise en deve-



© Fibois Hauts-de-France

Cette école dans l'Oise se compose essentiellement de bois et de paille, des matériaux naturels produits localement.

nant même une terre d'expérimentation pour le développement du feuillu dans la construction et la structuration de filières autour de cet axe. «*Nous n'avons pas de sapins et le peuplier est utilisé pour les cagettes des légumes ou les palettes. Nous avons réussi à l'intégrer dans des constructions de bâtiments*», note le président régional. Mais, selon l'association, le Gouvernement doit aussi intervenir. «*Un plan 'peuplier' doit être travaillé en région, cette année 2020, pour soutenir cette filière. Son but essentiel est de communiquer et de soutenir la replantation : depuis 15 ans, on ne replante que les deux tiers des peupliers que l'on coupe*», explique Olivier Fossé.

Car si les forêts sont une solution contre le réchauffement climatique, ce dernier peut leur être fatal. En effet, les forêts des Hauts-de-France sont confrontées actuellement à des crises sanitaires d'ampleur et de caractère exceptionnels, générant de très im-

portantes surfaces à reboiser : on constate un dépérissement adulte, un échec de renouvellement lié aux contraintes climatiques (manque d'eau), la pression des hannetons qui s'attaquent aux racines des arbres ou encore la chalarose (une maladie provenant de champignons très virulents) sur les frênes ou l'attaque de scolytes (sous-famille d'insectes coléoptères). «*Nous devons nous aussi faire face à ces défis du réchauffement pour protéger la forêt*», continue-t-il.

### LA REDYNAMISATION DE LA FILIÈRE

La forêt est donc un acteur majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique qui, dans son exploitation raisonnée, demande, selon Fibois Hauts-de-France, «*plus de dialogue entre les acteurs de la filière et davantage de transversalité pour que les gens échangent, se parlent au niveau national comme on le fait au niveau régional, dans*



le but de redynamiser la filière». Mais toute cette redynamisation ne peut se faire sans davantage de moyens. «Il faut tripler les moyens en matière de reconstitution et de renouvellement dans les forêts privées et publiques, en plus des moyens courants pour la bonne mise en œuvre des aménagements sur toutes les surfaces restantes. Il faut plus de moyens pour une filière plus stable», continue-t-il. Parce que, si la filière-bois se redynamise, la compétitivité s'accroît.

Enfin, le renforcement du tissu industriel de la première transformation du bois est au centre des préoccupations. Par exemple, «pour conforter le développement de nos scieries et au-delà de la seconde transformation et de toute la chaîne aval, le Gouvernement doit apporter un appui ferme à la mise en avant du bois français dans tous les usages, détaille son président, et développer une offre de transformation industrielle régionale plus solide peut contribuer à une réorientation d'une partie des flux partant actuellement à l'exportation». Cette redynamisation est vertueuse et écologique : l'utilisation du bois dans les constructions exploite aussi d'autres matériaux biosourcés.



## MOUVEMENTS À LA PRÉFECTURE du Pas-de-Calais



Actuel préfet de l'Oise, Louis Le Franc succède à Fabien Sudry, préfet du Pas-de-Calais.

Louis Le Franc, actuel préfet de l'Oise, va succéder à Fabien Sudry, préfet du Pas-de-Calais, qui s'apprête à quitter Arras le 23 août pour prendre les fonctions de préfet de la Côte-d'Or et de la région Bourgogne – Franche-Comté, une «promotion largement méritée» de l'avis de nombreux élus du territoire. Fabien Sudry était arrivé à Arras en mars 2017 après avoir été préfet des départements du Tarn-et-Garonne, de Saône-et-Loire et de Loire. Originaire de Loudéac (Bretagne), diplômé de l'école militaire de Saint-Cyr, âgé de 59 ans, Louis Le Franc a exercé de nombreuses responsabilités au sein des services de l'État : officier de l'Armée de terre, sous-préfet à dif-



Fabien Sudry prend les fonctions de préfet de la Côte-d'Or et de la région Bourgogne - Franche-Comté.

férentes reprises, puis successivement préfet de la Haute-Corse, de l'Aude, de l'Indre-et-Loire et de l'Oise depuis octobre 2017. Il est par ailleurs chevalier de l'Ordre national du mérite, des Palmes académiques et du Mérite agricole.

# LA MINISTRE DE LA MER À BOULOGNE-SUR-MER

La nouvellement nommée ministre de la Mer, Annick Girardin, était à Capécure le 31 juillet. Une visite qui s'est déroulée dans un contexte difficile, entre crise sanitaire et crise politique européenne avec le Brexit qui se profile...

Corentin ESCAILLET



© Aletheia Press / C. Escaillet

La ministre de la Mer a longuement rencontré les acteurs de la pêche.

On aura connu fauteuil de ministre plus confortable. Quelques jours après sa nomination, Annick Girardin a fait son baptême du feu à Capécure, à Boulogne-sur-Mer. Le secteur de la pêche aura eu les reins solides pendant la crise sanitaire et pendant le confinement, selon la ministre. Mais, comme le disait le président Chirac, les problèmes «volent en escadrille» : après la crise sanitaire mondiale, la crise européenne du Brexit approche à grands pas.

## DEAL OR NO DEAL, TELLE EST LA QUESTION

L'enjeu est simple pour le secteur : 75% du chiffre d'affaires des pêcheurs se fait dans les eaux anglaises. En cas de Brexit sans accord, l'accès à ces eaux serait fortement compromis. «Tous les pêcheurs se retrouveraient sur les côtes françaises», explique Stéphane Pinto, représentant des fileyeurs et vice-pré-





© Altheia Press / C. Escaillet

sident du Comité régional des pêches des Hauts-de-France. Nous, mais aussi tous les pêcheurs européens : les Néerlandais, les Belges... Les autres pays membres de l'UE se retrouveraient dans un secteur d'activité tellement restreint qu'avec les autres flottilles, ce serait comparable à une guerre navale. Ça ne pourrait plus marcher.»

## NÉGOCIATIONS DIFFICILES À VENIR

Si les décisions se font au niveau européen, Annick Girardin assure qu'elle sera «la voix des pêcheurs devant l'Europe dans cet accord de pêche, mais aussi sur la question du FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, nldr), des TAC (totaux admissibles de captures, nldr), des quotas...» Le programme est chargé, d'autant plus qu'il faudra rencontrer Michel Barnier, en charge des négociations pour l'Europe dans le dossier du Brexit. «Les négociations ne sont pas faciles. Cela dure depuis de nombreux mois. Ce qui est important, c'est d'être ferme dans ces négociations, de dire que s'il n'y a pas d'accord de pêche, il n'y aura pas d'accord.»

## RASSURER AVANT TOUT

Malgré cette actualité particulièrement chargée, les acteurs de la pêche dans le Boulonnais se sont montrés unanimes quant à l'impression que leur a laissée Annick Girardin suite à leur première rencontre. «Elle connaît ses sujets sur le bout des ongles, raconte Olivier Leprêtre, président du Comité régional des pêches des Hauts-de-France. On a beaucoup de problématiques, le Brexit en ligne de mire, mais aussi la problématique des cétacés, tout ce qui est marsouin, dauphin, etc. Sur le Brexit, à défaut d'être rassurés, nous nous sentons soutenus.»

«Ça va être un gros travail pour elle d'aller défendre les intérêts des pêcheurs français à Bruxelles», pondère Stéphane Pinto. Tout de même, le fileyeur reconnaît les qualités de la ministre : «Elle est au courant de ce qu'il se passe. On ne peut pas se faire une idée de quelqu'un sans avoir pris connaissance du travail mené. Elle vient de Saint-Pierre-et-Miquelon ; là-bas il y a eu des batailles avec les Canadiens ; elle a peut-être appris de certaines erreurs, nous a-t-elle dit. Ce sera peut-être bénéfique.» Espérons-le.

Le Brexit est l'un des enjeux majeurs de ces prochains mois pour la pêche à Boulogne-sur-Mer.

# UN TOURNANT ÉCOLOGIQUE POUR LES 100 ANS DE DESCAMPS

L'entreprise familiale de négoce de bois Descamps a fêté ses 100 ans. Pour l'occasion, elle a revu son organisation interne afin de se moderniser, mais aussi de préserver l'environnement, première source de son activité.

Camille **MICHALSKI**



L'agence de Marcq-en-Barœul.

Fin 2019, le négociant en bois Descamps a fêté ses 100 ans. Mais l'entreprise familiale ne voulait pas simplement souffler ses bougies et passer à autre chose : pour le dirigeant Stéphane Descamps, «c'était plutôt l'occasion de se projeter pour les 100 ans à venir». Aussi, „digitalisation” et „conscience écologique” sont devenus les maîtres mots d'un nouveau plan d'action.

La partie digitalisation de l'activité a commencé avec la création, dès janvier dernier, d'un nouveau site marchand. Les quatre agences Descamps (à Béthune, Dunkerque et Marcq-en-Barœul dans les Hauts-de-France, et une au nord de Paris) ont leur propre showroom et leur propre stock de

bois à destination d'une clientèle professionnelle. «Le principe initial est que nos clients viennent acheter leur bois sur place, dans notre entrepôt, et ce, sans réservation puisque nous sommes réapprovisionnés tous les jours», explique Julie Barrez, chargée de marketing. Le lancement d'un site internet a donc représenté un réel progrès, intensifié par la pandémie de la Covid-19. «Nous avons fermé nos agences quelques jours, mais nous avons très vite repris notre activité pendant le confinement car nos clients continuaient de travailler, se rappelle-t-elle. A partir de ce moment, nous avons initié un système de drive pour récupérer le bois après commande, tout en restant en sécurité.»



## TOUS MOBILISÉS, COLLABORATEURS COMME CLIENTS

Ce tournant dans le mode de fonctionnement de l'entreprise a été couplé avec la prise d'habitudes plus vertes de la part des collaborateurs. Si les showrooms sont en rénovation pour perfectionner l'isolation, les 180 salariés du groupe sont aussi invités à accomplir des petits gestes qui, cumulés, peuvent faire beaucoup pour la planète. Utilisation d'écocupes et de produits locaux, recyclage des déchets et même trocs entre collègues : tout y passe. Les voitures des commerciaux ont aussi été changées pour des hybrides, moins polluantes. «*Toutes ces initiatives nous semblent évidentes : nous sommes négociants en bois, notre activité dépend de la nature, nous devons en prendre soin*», précise Julie Barrez.

Descamps pousse le bouchon plus loin en faisant participer ses clients dans cette course à l'écologie. L'entreprise mène une opération en partenariat avec Forest'action où tout achat peut générer la plantation d'un arbre dans le futur. «*Nous avons commencé avec l'opération «terrasse» : pour 15 m<sup>2</sup> de bois achetés, un arbre était replan-*



L'ensemble des collaborateurs de l'entreprise Descamps.

*té. Puis, pendant le confinement, chaque commande équivalait à un arbre replanté*», explique la chargée de marketing. Le choix du lieu de replantage n'est pas encore déterminé. Les partenaires attendent de connaître le nombre exact d'arbres à planter à la fin de l'opération pour construire le projet et le réaliser.

## ARC INTERNATIONAL reprend pied financièrement



© Aletheia Press / MR

Impacté par la crise de la Covid, le groupe Arc international, détenu depuis cinq ans par des fonds américains, s'est vu contraint de se refinancer après une année 2019 très compliquée où le verrier affichait 911 millions d'euros de chiffre d'affaires et des pertes de 15 millions d'euros contre 48 millions en 2018. Cette année, la remise à flot comporte 20 millions d'euros au titre d'une recapitalisation des actionnaires. En tout, 108 millions d'euros de prêts ont à nouveau été consentis par les pouvoirs publics (Etat, Région, Communauté d'agglomération). A travers ces nouve-

aux financements, le fonctionnement de la filiale russe (OSZ) sera assuré et la production sous la marque phare *Luminarc*, synonyme de royalties, poursuivie. En 2019, les actionnaires d'Arc avaient déjà recapitalisé à hauteur de 30 millions d'euros, tandis que les pouvoirs publics s'associaient au plan de sauvetage : 16 millions venant de l'État, 12 millions d'euros de la Région, 2 millions d'euros de l'agglomération audomaroise et 25 millions de la Banque publique d'investissement. Arc s'était également refinancée avec un prêt de 20 millions sur stock et la vente pour 15 millions d'une filiale espagnole. Avec ce nouveau plan, l'entreprise devrait réduire le poids de sa dette et pérenniser les 4 500 emplois en France (notamment à Arques). Ceux-ci dépendront encore du dispositif du chômage partiel mis en place depuis le début de la crise sanitaire.



# DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA MANCHE

Manal **HAMDI**

## PENDRAGON SUP- PRIME 1 800 EMPLOIS AU ROYAUME-UNI

Pendragon, le concessionnaire automobile britannique, vient d'annoncer, dans un communiqué de presse, la suppression de 1 800 emplois de son réseau de vente au Royaume-Uni. Cette décision a été prise suite à la baisse de la demande due à la pandémie de la Covid-19. L'enseigne fermera 15 points de vente, ce qui engendrera la suppression de 400 postes. Elle supprimera 1 400 emplois supplémentaires afin de s'adapter à la chute de la demande et réduire ses coûts d'environ 35 millions de livres sterling par an. À l'instar de Pendragon, la chaîne de concessionnaire automobile Lookers, son concurrent direct, avait déjà annoncé en juin dernier la fermeture de 12 magasins et la suppression de 1 500 emplois.

## DES BAISSSES DE SALAIRES POUR LES PILOTES DE BRITISH AIRWAYS

Afin d'éviter les licenciements massifs, les pilotes de British Airways, la compagnie aérienne nationale du Royaume-Uni, acceptent des réductions de salaires temporaires de 20%. Annoncée par le syndicat britannique des pilotes Balpa, cette décision permettra de limiter le nombre des licenciements secs à 270 postes. En effet, la baisse des salaires devrait être ramenée à 8% dans deux ans, puis à 0 à plus long terme. Le transporteur britannique avait prévu de supprimer 1 255 postes, mais aussi de licencier puis de réintégrer les pilotes restants à des conditions moins favorables. Rappelons que

ce plan de réduction de salaires a été voté par 85% des membres du Balpa.

## DW SPORTS MET LA CLÉ SOUS LA PORTE

DW Sports, l'enseigne de fitness et de vente d'articles de sport dont le siège social est basé à Wigan, au Royaume-Uni, vient d'annoncer qu'elle se placera sous le régime britannique des faillites. Cette décision, prise suite aux conséquences économiques causées par la pandémie, met en danger 1 700 emplois. Elle permettra à la structure, fondée en 2009 par Dave Welan, de sauver ses 73 salles de sport, dont 59 sont actuellement ouvertes. En ce qui concerne les 75 magasins de vente d'articles de sport, DW Sports a l'intention d'en fermer 25. De plus, elle procédera à la vente des stocks des 50 commerces restants. L'enseigne a nommé le cabinet d'audit BDO en tant qu'administrateur.

## FLOWHAVEN OUVRE UN BUREAU À LONDRES

Flowhaven, la plateforme technologique de gestion de relations de licences du premier plan, vient d'annoncer l'ouverture d'un bureau à Londres et l'expansion de sa liste des clients au Royaume-Uni. Cette nouvelle implantation a pour objectif de rapprocher la structure de sa clientèle. Le bureau de Londres sera géré par Jeremy Robinson, directeur des ventes en l'Europe, Moyen-Orient et Afrique. La plateforme, dont le siège social est à Helsinki, en Finlande, met à la disposition des entreprises, souhaitant gérer et développer leurs programmes de licences de marque, une solution centralisée de bout en bout.





© William

## PIZZAEXPRESS FERMERA 67 RESTAURANTS AU ROYAUME-UNI

Lourdement impactée par la crise sanitaire, PizzaExpress, chaîne de restaurants basée au Royaume-Uni, vient d'annoncer la fermeture de 67 restaurants britanniques afin d'assurer sa survie. Cette décision pourrait entraîner la suppression de 1 100 emplois. La chaîne, qui compte aussi vendre ses activités en Chine, a fait appel à des experts de restructuration afin de faire face à ses dettes (735 millions de livres sterling). Pour rappel, PizzaExpress dispose au total de 449 points de vente au Royaume-Uni, donc 166 ouverts actuellement. Fermés depuis le début du

confinement, ceux-ci ont rouvert leurs portes en juillet dernier.

## NATWEST : UNE PERTE DE 993 MILLIONS DE LIVRES STERLING

NatWest (National Westminster Bank), la grande banque commerciale de détail au Royaume-Uni, a enregistré une perte nette de 993 millions de livres sterling au deuxième trimestre 2020. Ce déficit est dû principalement à une provision de deux milliards de livres sterling visant à couvrir le risque des impayés liés au Coronavirus. Dirigé par Alison Rose, l'établissement bancaire, ex-RBS, compte mettre de côté une somme allant de 3,5 à 4,5 milliards de livres sterling sur les quatre trimestres de l'année en cours, afin de faire face aux conséquences économiques de la pandémie.

# LE «TOURISME DE SAVOIR-FAIRE», LA BONNE IDÉE ESTIVALE

L'association Entreprise et Découverte fait découvrir au grand public les savoir-faire dans toute la France. Cet été, elle lance l'opération «Rêves de visites» pour inciter les touristes à franchir la porte des entreprises, voir ce qui s'y passe et éveiller des vocations.

Camille **MICHALSKI**



La brasserie-distillerie Dreum, à Neuville-en-Avesnois, ouvre ses portes au public tous les samedis après-midi.

Peu y pensent pour occuper leurs vacances. En période de pandémie, c'est pourtant l'alternative idéale. Le tourisme culturel ne se résume pas qu'aux musées : il y a aussi le tourisme d'entreprise. Depuis 2012, l'association Entreprise et Découverte s'est spécialisée dans la promotion du «tourisme de savoir-faire». «C'est un tourisme à taille humaine, à l'inverse du tourisme de masse, qui permet de découvrir la France autrement et de soutenir l'économie locale», appuie Cécile Pierre, directrice déléguée de l'association.

## UNE HISTOIRE INDUSTRIELLE RICHE

Ces visites ont l'avantage de réveiller des vocations, d'inspirer des entreprises voisines ou encore de casser des idées reçues sur certains métiers. Autant de raisons d'être pour Entreprise et Découverte qui travaille avec différentes fédérations professionnelles et l'ensemble des ministères pour faire découvrir le monde du travail au grand public.

De la cosmétique à l'alimentaire, en passant par l'industrie et l'artisanat, il est possible de visiter des entreprises dans tous les domaines. Si, au niveau national, l'association regroupe

quelque 2 000 entreprises à visiter en France, 147 entreprises ont ouvert leurs portes au grand public dans la région entre 2017 et 2020.

«Dans les Hauts-de-France, l'activité industrielle domine. L'augmentation du nombre de visites est flatteuse car elle montre la curiosité de la population : 46% des entreprises des Hauts-de-France ont plus de 50 ans. Il y a une vraie histoire à raconter, avec des archives très intéressantes à exploiter», note Cécile Pierre. Parmi les sites les plus plébiscités localement, le port de Dunkerque, le ter-



*Les Fonderies de Sougland travaillent à l'ouverture prochaine d'un musée tant l'histoire de l'entreprise est importante.*



mineral méthanier de Dunkerque, la verrerie Arc ou encore les sites EDF de Bouchain et Gravelines. Pour renforcer la visibilité de ce nouveau tourisme et lui donner de l'impulsion cet été, Entreprise et Découverte a lancé

la campagne de communication «Rêves de visite» de juin à septembre. Et le principe séduit même à l'international : en 2019, sur 250 000 visiteurs dans les Hauts-de-France, 21% étaient déjà des touristes étrangers. «Ils sont attirés par cette offre car la France est l'un des rares pays à proposer de telles activités», commente la directrice déléguée de l'association.

### MISE EN VALEUR DES SALARIÉS ET SOUTIEN DE L'ÉCONOMIE LOCALE

Les entreprises qui ouvrent leurs portes au grand public y trouvent aussi leur compte. «Faire visiter son entreprise apporte de la transparence pour contrer le sentiment de défiance qu'éprouvent les consommateurs. Nous travaillons avec beaucoup d'entreprises de l'industrie alimentaire qui veulent rassurer leur public en leur montrant comment les produits sont fabriqués. Il faut aussi prendre en compte que 90% des entreprises ont leur propre boutique (seulement 67% dans la région, nldr). A la fin de la visite, les clients aiment ramener un produit en souvenir de l'expérience, et ça contribue à la vente directe, sans passer par un revendeur qui prend une marge», explique Cécile Pierre. C'est le cas de la brasserie-distillerie Dreum, à Neuville-en-Avesnois, qui organise

des visites tous les samedis après-midi et invite les clients à une dégustation à la fin du tour.

«C'est aussi un outil de management qui permet de mettre en valeur les ouvriers d'une entreprise, ajoute Cécile Pierre. D'ailleurs, ce sont souvent eux qui font les guides.» Pour les touristes comme les locaux, il est alors intéressant de voir les activités qui font vivre les habitants du bassin de vie dans lequel on se trouve. Yves Noirot, directeur général des Fonderies de Sougland, dans l'Aisne, en a bien conscience : «Nous ouvrons nos portes pour attirer de nouveaux talents, de nouveaux clients, mais aussi pour redonner à notre industrie le lustre d'antan et valoriser les personnes qui travaillent ici», indique-t-il. Prochainement, ses 70 salariés suivront une formation pour être les plus à même de mener les visites, parler de leur métier et transmettre la riche histoire de la fonderie.

Pendant ces vacances aux déplacements limités, la visite de savoir-faire promet de rencontrer le succès. Entreprise et Découverte espère générer de nouvelles habitudes chez les touristes grâce à sa campagne. L'association regrette toutefois un manque de collaboration avec les politiques de la région et voudrait se rapprocher du Comité régional du tourisme pour pouvoir aller toujours plus loin dans ses actions. L'appel est lancé.

# LA GAZETTE À VOS CÔTÉS

Nord - Pas de Calais

OFFRE  
MÉDIA



Faites  
**REDÉCOLLER**  
votre  
**BUSINESS !**

**ANNONCEURS !** la REPRISE c'est maintenant !

Vos clients n'ont jamais été si nombreux à nous lire !

La Gazette Nord-pas-de-Calais vous donne de la visibilité et vous aide à relancer votre activité

**-30%\***

sur votre annonce publicitaire

Un bandeau web

**OFFERT**

\* Offre valable du 19 juin au 28 août 2020

LA GAZETTE

Nord - Pas de Calais

Contactez dès maintenant

**Corinne Gauquie**

Tel : 03.28.82.22.20 - [c.gauquie@spid-com.fr](mailto:c.gauquie@spid-com.fr)